

**ACTES REGLEMENTAIRES**  
**POLICE**  
**REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT.**  
**TRAVAUX RUE SAINT BLAISE**  
**LE VENDREDI 03 MAI 2024**

**LE MAIRE DE LA VILLE D'ALENÇON,**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et L. 2212-2,  
**VU** le Code de la Route,  
**VU** la Circulaire Ministérielle n° 188 du 7 Avril 1967 relative aux pouvoirs de police confiés aux Maires en matière de circulation,  
**VU** l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,  
**VU** l'Arrêté Municipal du 20 Septembre 1960 modifié réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Ville d'ALENÇON,  
**VU** l'Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2020 portant règlement de voirie sur la Ville et la Communauté Urbaine d'Alençon,  
**VU** l'arrêté ARVA2022-90 du 18 mai 2022 relatif à l'affichage des arrêtés municipaux portant réglementation du stationnement,

**CONSIDÉRANT :**

- Que l'entreprise **SOGETREL** - Route de Saint Brice 50300 AVRANCHES, doit procéder à une **intervention sur une chambre télécom 21 rue Saint Blaise, pour déploiement de la fibre optique au 13 rue Saint Blaise** à ALENCON, le **vendredi 03 mai 2024**.
- Qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules afin de faciliter les travaux et d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que du personnel de chantier pendant la durée des travaux.

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>**- Le **vendredi 03 mai 2024**, la chaussée sera rétrécie au **21 rue Saint Blaise** à **ALENCON**.

**Article 2** - Le **vendredi 03 mai 2024**, le stationnement de tous les véhicules sera interdit aux abords du chantier.

**Article 3** - Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article « R.417-10 du Code de la Route et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4** - L'ensemble de ces dispositions sera matérialisé par une signalisation conforme aux prescriptions définies par l'**instruction interministérielle sur la signalisation** approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.  
La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'entreprise sous le contrôle de la Collectivité.

**Article 5** - Le présent arrêté sera affiché et publié dans sa forme habituelle à la Mairie et transmis au Centre de secours et à la Police Nationale.

**Article 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Orne, Monsieur le Responsable du Service de Police Municipale, l'entreprise ou la personne chargée des travaux, le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENÇON, le **22 avril 2024**

Publié le :

**25 AVR. 2024**

Pour le Maire d'Alençon,  
Président de la Communauté Urbaine,  
Par délégation,  
Le Directeur Général des Services,

  
**Alain GALLERAND**

